Étude de la mondialisation des classements universitaires. Projets, programmes et transformations sociales

Explaining the Globalisation of University World Rankings. Projects, Programmes and Social Transformations

Estudio de la universalización de las clasificaciones universitarias.

Proyectos, programas y transformaciones sociales

Susan L. Robertson et Kris Olds

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/973>

DOI : 10.4000/ries.973

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2010

Pagination : 105-116

ISBN : 978-2-85420-582-4

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Susan L. Robertson et Kris Olds, « Étude de la mondialisation des classements universitaires. Projets, programmes et transformations sociales », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 54 | septembre 2010, mis en ligne le 01 septembre 2013, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/973> ; DOI : 10.4000/ries.973

Étude de la mondialisation des classements universitaires

*Projets, programmes et transformations sociales**

Susan L. Robertson
Kris Olds

Peu d'observateurs contrediraient les conclusions d'Ellen Hazelkorn (2009: 03), lorsqu'elle affirme que l'émergence et la diffusion récente des classements universitaires internationaux possède tous les attributs d'un « produit dont le temps est venu ». Les principaux classements des universités mondiales comme celui dit de Shanghai (ARWU)¹ et le classement *Times Higher Education* chevauchent une vague d'ampleur mondiale et les débats font rage autour de l'usage, de l'utilité, de la fiabilité et de la signification à accorder à ce phénomène. Sa propagation a été et continue d'être un facteur de bouleversement majeur. Certaines institutions ont refusé de communiquer leurs données ; d'autres ont affiché leurs résultats tels des trophées. Les classements ont leurs détracteurs et leurs défenseurs – quelle que soit la position que l'on adopte, il est évident qu'on ne peut en tous cas les ignorer. En 2003, plusieurs mois avant la publication du classement universitaire international de l'Université de Shanghai Jiao Tong, les premiers résultats avaient filtré : l'Europe n'arrivait pas seulement derrière les États-Unis, mais également derrière d'autres pays tout autour du globe. Cette nouvelle traversa le continent. Seules dix universités européennes (situées au Royaume-Uni pour les meilleures d'entre-elles) faisaient partie des cinquante premières du classement, tandis que trente-cinq étaient implantées aux États-Unis. Avec ce constat en toile de fond, les décideurs européens multiplièrent annonces et prises de positions institutionnelles en faveur d'une réforme des systèmes de l'enseignement supérieur. Le contexte devint favorable pour promouvoir toutes sortes de projets politiques, tels que la création de l'espace de l'enseignement supérieur ou l'allocation prioritaire des subventions à des applications telles que la science, la technologie, l'ingénierie ou les mathématiques. En avant-garde de cette mouvance figurent une multitude de forums animés par des décideurs nationaux et internationaux, des experts du secteur privé, des analystes et des chercheurs, qui tous défendent leurs propres visées, intérêts et explications.

* Article traduit par Olivier Steffen.

1. *Academic Ranking of World Universities (ARWU)*

Que faut-il penser de ces développements ? À l'instar des produits de supermarché estampillés d'une date de consommation recommandée, les classements sont-ils un produit dont le temps est venu, mais dont la pérennité et la valeur demeureront limitées ? L'objet de cet article sera de démontrer le contraire.

Notre réflexion s'appuiera sur les travaux de Walby (2003, 2009) pour éclairer la question de l'enjeu sociopolitique et du poids des classements universitaires. En premier lieu, nous suivrons Walby en considérant la mutation sociale sous la forme d'une « vague », qui servira à modéliser la façon dont des événements clés – tels que la publication d'un classement – peuvent avoir des répercussions sociales susceptibles de fracturer et de remodeler les modèles de développement existants. Par la suite, nous appliquerons le schéma conceptuel de Walby (2010) au niveau du « projet », du « programme » et de la « transformation sociale », et essaierons de montrer comment cette transposition peut œuvrer comme clé d'analyse. Ceci nous permet de formuler l'hypothèse qu'il existe trois explications aujourd'hui prévalentes en matière de compréhension du succès des classements :

- en tant que projet intrinsèque, visant la responsabilisation et la transparence (cf. Usher et Savino, 2007; Salmi et Saroyan, 2007) ;
- en tant que partie d'un ensemble de stratégies destinées à promouvoir compétition et transformations au sein du système universitaire, au niveau régional, national et mondial (Hazelkorn, 2009) ;
- en tant que manifestation d'un processus plus large de mondialisation affectant le domaine de l'enseignement supérieur, à la fois reflet et partie constitutive de ces mutations (Marginson, 2008 ; Olds, 2010).

Ces trois thèses seront explicitées à travers une analyse de leur fondement épistémologique et de leur mobilisation au service d'intérêts stratégiques particuliers. En conclusion, nous expliquerons en quoi l'un des « effets » de ces interprétations est la contribution de ces réseaux de pouvoir et d'expertise, opérant à diverses échelles dans différentes zones, à un effet de démultiplication de l'influence des classements universitaires, dans la mesure où ces derniers rassemblent et connectent réseaux et institutions sociales au sein d'un assemblage nouveau en continuelle évolution (Olds et Thrift, 2005).

« VAGUES », PROJETS POLITIQUES ET MONDIALISATION DES CLASSEMENTS UNIVERSITAIRES

Comment les classements universitaires internationaux ont-ils pu devenir aussi populaires dans un laps de temps aussi court ? Expliquer comment des pratiques développées à un endroit parviennent à s'imposer globalement s'appuie souvent sur des causalités simples qui postulent « l'emprunt » ou le

« transfert » de politiques (Steiner-Khamsi, 2003). Selon nous, un tel enchaînement de cause à effet traduit mal la nature non linéaire et composite des forces associées aux processus de mondialisation. Nous préférons donc utiliser la notion de « vague » développée par Walby (2003, 2009), capable d'exprimer les dimensions temporelles, spatiales et non linéaires des mutations sociales, et permettant d'expliquer pourquoi un phénomène survenant à un endroit précis monte en puissance à travers une série de processus endogènes, puis se diffuse à travers le temps et l'espace.

Ces vagues mondiales amènent avec elles de nouveaux projets sociaux et politiques. Elles entraînent également des ajustements ou des renouvellements de l'ordre social. Ces événements, qui influent sur les réseaux et les institutions sociales, sont connectés, mais non de manière rigide. Les vagues peuvent contenir des projets relativement modestes et spécifiques, ou inclure de vastes programmes de restructuration, telles que les plans de refonte sociale du néolibéralisme (Dezalay et Garth, 2002) ou la réorganisation de pans entiers du secteur public (comme cela a été le cas avec le *New Public Management* – Hood, 1991). Si les premiers peuvent assez facilement être absorbés ou intégrés aux schémas existants, les seconds sont très susceptibles de générer des résistances ou des réactions de rejet. Les premiers peuvent se borner à accélérer une mutation déjà engagée par certains acteurs, en incorporant les nouvelles idées au programme existant. Mais une vague est également susceptible de remettre en question les fondations mêmes de l'ordre social, en promouvant des projets impliquant une agencement social autour de principes nouveaux, comme dans le cas de la création d'une économie et une société de la connaissance. Ce qui confère à la vague sa portée et sa force de pénétration en tant que processus social (ou ce que Walby (2003 : 15) nomme « énergie sociale »), c'est la nature de l'environnement extérieur, le niveau d'interconnexion de son réseau, les ressources à disposition des acteurs (tels que des arguments promotionnels) et l'énergie générée. Agissant de concert, ces caractéristiques permettent à un projet (ou un ensemble de projets) de traverser, affecter et potentiellement altérer une large gamme d'institutions et de systèmes.

Grâce à une telle approche, les systèmes de classements universitaires apparaissent bien comme un projet sociopolitique imaginé à un endroit précis de l'espace, qui a pris de l'ampleur grâce à une série de processus endogènes – notamment leur incorporation dans la stratégie commerciale des universités, la naissance d'une compétition entre systèmes de classement, le développement de leur rôle au niveau de la responsabilisation des établissements, la création de nouveaux flux de revenus pour un certain nombre d'acteurs, tels que les maisons d'édition. Ce processus a permis à cette vague de traverser l'espace et le temps pour influencer sur les relations sociales en des lieux divers, transformant ainsi à la fois son contexte d'origine et l'environnement dans lequel elle pénètre.

LOCALISER ET INTERPRÉTER LES ANALYSES ET EXPLICATIONS

À travers leurs différentes variantes (internationaux, bibliométriques, nationaux, par « *hot paper* », etc.), les classements forment un agrégat de projets doté d'une dimension programmatique : un ensemble de technologies (évaluations comparatives, classements, baromètres, etc.) visant à utiliser des systèmes de quantification et de stratification dans le but de provoquer des changements au niveau des objets et des sujets d'un secteur donné. Portée par un ensemble d'acteurs privés et publics depuis une dizaine d'années, la multiplication rapide des classements tout autour du monde peut être vue comme l'objet et le résultat de logiques traversant, affectant et altérant le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche de manière de plus en plus évidente.

Nous distinguerons ici trois catégories d'explications majeures quant à la nature et à l'approche des classements internationaux : un projet sociopolitique à part entière ; une partie d'un programme d'évolution sociale ; le symptôme de mutations majeures affectant le contexte social de manière plus vaste.

Projet

La catégorie « projets » se réfère à une focalisation (sociale, politique ou culturelle) sur une stratégie concertée (telle qu'une politique nationale) menée par des acteurs précis (comme un ministère de l'éducation ou une université) dans le but de promouvoir une inflexion sociale. Le projet est à la fois discursif et matériel, de l'ordre de l'idée et de celle de la représentation. Les projets sont développés, interprétés et mis en œuvre par un groupe d'acteurs clés sur le terrain ; on peut opérer une distinction entre ceux qui promeuvent un projet en vertu de leur qualité d'acteur au service d'une stratégie politique et ceux dont la fonction est de fournir des explications, comme les enseignants-chercheurs, les membres de *thinktanks*, les divisions de recherche au sein d'agences nationales et internationales, etc.

Les défenseurs de la théorie des classements universitaires internationaux comme « projet » les considèrent comme des instruments permettant de mesurer et d'induire des changements nécessaires dans les pratiques de gouvernance des universités. Parmi les défenseurs les plus éminents de cette thèse figurent des consultants basés au Canada : Alex Usher et Massimo Savino (2006 : 2007) ainsi que Jamil Salmi, le spécialiste de l'enseignement supérieur à la Banque mondiale, et son collègue Alenoush Saroyan (2007). Les publications de ces deux équipes scientifiques font référence sur le thème des classements universitaires. Leurs positions sont largement reprises par les entreprises de conseil, les agences internationales et les universités.

Pour Usher et Savino (2007 : 5), les classements internationaux remplissent une fonction d'assurance qualité, dans la mesure où ils permettent au public d'accéder à l'information fiable. De même, Salmi et Saroyan énoncent

que les universités « ont traditionnellement joui d'une autonomie considérable et sont maintenant placées devant la nécessité de rendre compte de leurs performances et de l'usage qu'elles font des subventions publiques ». Selon eux, cette responsabilisation est exigée par « les étudiants comme par les autres acteurs clés concernés, tels que les gouvernements, les universités, les employeurs regrettant le manque de diplômés compétents et le grand public cherchant vainement des informations sur la qualité et les débouchés offerts par les différents parcours de formation ».

Les classements institutionnels sont présentés comme exemples d'une série d'instruments – parmi lesquels figurent aussi l'accréditation, les vérifications cycliques, l'évaluation externe par les pairs, l'inspection, les audits, les évaluations comparatives et les bilans de recherche – créés pour responsabiliser, évaluer et gouverner les établissements d'enseignement supérieur. Les classements ARWU et *Times Higher Education* sont cités au même titre qu'une trentaine d'autres systèmes de comparaison largement utilisés, qui sont tous dotés d'une perspective et d'une échelle différente.

Alors même que l'utilisation internationale et systématique des classements universitaires remonte à moins d'une dizaine d'années, les doutes quant à leur pertinence sont écartés par la longue tradition d'utilisation des classements aux États-Unis, qui débute dès 1870. Ce sont les changements intervenus au sein du secteur universitaire lui-même qui distinguent la période actuelle, c'est-à-dire la massification de l'accès à l'enseignement supérieur, l'augmentation sans précédent du nombre d'inscriptions universitaires, la présence de plus en plus visible d'acteurs privés à visée commerciale et l'internationalisation des troisièmes cycles universitaires. Selon Salmi et Saroyan, ces évolutions nouvelles ont poussé les acteurs clés de l'enseignement supérieur à demander plus de responsabilisation, de transparence et d'efficacité, ce qui en retour a créé de nouvelles sources de motivation pour tenter de « quantifier la qualité ».

Conscients de l'ampleur des réactions favorables et défavorables à l'utilisation des systèmes de classement, Usher et Savino, tout comme Salmi et Saroyan, insistent sur la nécessité d'élaborer de meilleures pratiques dans le domaine de la collecte des données, pour garantir leur précision, leur pertinence et leur intérêt et ainsi arriver à un plus haut niveau de qualité et de responsabilisation. Les questions qu'ils soulèvent sont les suivantes : « Les classements internationaux appliqués à l'enseignement supérieur sont-ils un mode d'évaluation de la qualité inapproprié, qui devrait être écarté d'emblée ? Peuvent-ils être adaptés pour répondre aux besoins en information propres aux pays en voie de développement ? Sont-ils une contribution positive à l'évaluation des politiques publiques, la responsabilisation et l'information des utilisateurs ? Le principe du classement est-il juste et régi par des lois équitables ? »

Ces questions et réponses appréhendent cependant le classement comme un projet apolitique – un défi méthodologique et technique auquel il

faut répondre par la discussion, l'innovation méthodologique et le partage de bonnes pratiques, et non un enjeu politique devant être débattu, remis en question et peut-être rejeté. L'optique de cette analyse est de garantir une qualité optimale des données traitées, afin de promouvoir une plus grande responsabilisation des institutions ; il ne s'agit pas d'ouvrir le débat en introduisant la question de l'impartialité et en évoquant la nature, l'échelle et les limites temporelles des initiatives de classement (logique annuelle dans le cas d'ARWU et de *Times Higher Education*). De même, les éventuels intérêts commerciaux des acteurs impliqués sont rarement considérés. Cette école de pensée est pourtant largement représentée, et a donné lieu en 2002 à la création du *International Ranking Expert Group*² (IREG) ainsi que du *IREG-International Observatory on Academic Ranking and Excellence*³, association à but non lucratif fondée en 2009. Avec Robertha Malee Bassett, sa collègue à la Banque mondiale, Salmi déclare sur le site du *Times Higher Education* (Salmi et Bassett, 2009) : « Il est impératif que les auteurs de classements continuent à créer et affiner des mécanismes intuitifs pour des comparaisons fiables entre institutions et systèmes. De même, il est de la responsabilité de chaque utilisateur de classements d'analyser l'information fournie et de ne pas l'accepter sans remise en question. On peut ainsi espérer que le regard critique sur la méthodologie et l'interprétation de la part des universitaires, des utilisateurs et des décideurs politiques contribuera à une amélioration continue des classements en tant que source d'information et d'instrument de guidage pour un public cible sans cesse croissant, comme l'histoire récente semble le confirmer. Il s'agit là d'une bonne nouvelle, pour les auteurs comme pour les utilisateurs des classements universitaires. »

Programme

La catégorie « programme » focalise l'attention sur la notion d'une agrégation d'actions unies par un cadre discursif très large, tel que l'idée d'une « compétitivité au niveau mondial », mis en avant pour promouvoir un changement social ou politique.

Les travaux d'Ellen Hazelkorn (2009) sont significatifs de cette approche. Elle prend comme point de départ les limites des explications « techniques » fournies pour justifier les classements en tant que « projet », que nous avons commentées plus haut. Comme l'exprime Hazelkorn, des analyses et des explications fondées en premier lieu sur les notions de transparence et de responsabilisation « ... n'expliquent qu'imparfaitement l'acceptation, voire l'obsession » qui a suivi de manière quasi instantanée la publication des premiers classements de l'Université Shanghai Jiao Tong et du *Times Higher Education*, lancées respectivement en 2003 et en 2004. Elle observe que les classements « semblent structurer l'organisation générale du savoir et proposer un cadre de référence

2. Groupe d'experts internationaux en classements (NdT).

3. Observatoire international des classements (NdT).

permettant de mieux situer les positionnements nationaux et supranationaux au sein de l'économie mondiale » ; néanmoins, elle considère avant tout les classements comme un instrument politique et organisationnel parmi d'autres, visant à transformer les universités en « conglomérats stratégiques exposés à une forte compétition internationale, en équilibre précaire entre leur rang actuel et la rang désiré. Tout en paraissant renforcer ou rendre plus visibles certains établissements, les classements ont également révélé des failles au niveau systémique et institutionnel. Pour prospérer ou même simplement survivre dans ce nouveau contexte, les établissements d'enseignement supérieur doivent introduire des changements significatifs dans leur mode de gestion ».

En d'autres termes, les classements sont à la fois les instruments et les mécanismes d'une profonde mutation sociale au sein du secteur de l'enseignement supérieur. Hazelkorn présente l'amplitude des transformations dans ce domaine comme un processus de mondialisation, de commercialisation et de renforcement de la compétition, qui conduit les établissements à développer une approche « plus stratégique, à mieux identifier leurs points forts au niveau de la recherche, à redéfinir l'allocation des ressources, à recruter des universitaires étrangers et à adapter les cursus de formation ». Elle distingue six façons par lesquelles les classements contribuent à redessiner le paysage de l'enseignement supérieur :

- le choix des étudiants : les étudiants les plus brillants chercheront en priorité à continuer leurs études dans un établissement bien classé ;
- la réflexion et l'orientation stratégique : en particulier le choix des indicateurs de gestion ;
- la réorganisation et la restructuration des établissements d'enseignement supérieur en fonction des critères d'évaluation des classements ;
- la mise en avant de priorités nouvelles : par exemple, favoriser la recherche plus que l'enseignement, adapter les curricula, attirer des étudiants étrangers, harmoniser les programmes ;
- le statut des universitaires : dans une démarche d'identification (et de recrutement) des éléments les plus brillants ;
- les parties prenantes : tels que les anciens élèves, qui considèrent les classements comme un moyen d'optimiser leur retour sur investissement.

Cependant, l'analyse d'Hazelkorn montre aussi que, selon les pays, la réaction aux classements a produit des résultats différents. Ainsi, l'Allemagne a utilisé les classements pour mieux définir son public cible et développer des profils d'établissements plus distinctifs. L'Australie, fortement exportatrice de services dans le champ de l'enseignement, utilise les classements pour renforcer cette image et attirer des étudiants étrangers plus nombreux. La Finlande a utilisé les résultats des classements pour légitimer et encadrer la fusion de plusieurs établissements d'enseignement supérieur. Enfin, le Japon a utilisé l'idéal d'une université en tête des classements pour faciliter des changements

internes au sein des établissements, à travers une plus grande internationalisation et le développement d'une recherche plus compétitive, grâce à la création de centres d'excellence.

Les conclusions des recherches menées par Hazelkorn dans ce domaine sont largement confirmées par le Programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur (IMHE) de l'OCDE, qui reflète la prise de conscience de cette dernière quant à l'importance du développement d'un cadre interprétatif capable d'évaluer et d'encadrer l'évolution des établissements d'enseignement supérieur au regard des politiques publiques. Hazelkorn admet qu'un lien existe entre les classements et le contexte plus vaste dans lequel ils sont insérés, en citant leur contribution aux « mesures destinées à développer la compétitivité internationale et le potentiel économique au niveau national » ; en revanche, à aucun moment elle ne considère les classements comme des points d'entrée, des instruments ou des moteurs pour une transformation en profondeur dans la manière de créer ou de reproduire des connaissances.

Transformation sociale

Il nous reste à étudier la troisième manière d'expliquer les classements universitaires, qui se concentre sur des transformations plus significatives au niveau de la production, de la circulation et de l'utilisation du savoir au sein de nos sociétés, ainsi que sur le rôle des universités au sein de ce processus. Deux contributions assez dissemblables seront ici évoquées. La première est l'analyse par Simon Marginson des classements comme projets sociopolitiques constituant des éléments clés au sein des économies de la connaissance en cours d'émergence (Marginson préfère l'utilisation du terme *k-economy*)⁴. La deuxième se fonde sur l'un de nos propres articles (Olds, 2010), qui analyse la manière dont les classements deviennent des points d'entrée pour de nouveaux acteurs, des moyens pour créer de nouvelles sources de revenus et une base pour une économie fondée sur des prestations tertiaires de pointe, au sein de laquelle l'éducation supérieure sera intégrée.

Simon Marginson est l'auteur d'un corpus de recherche considérable focalisé sur les transformations des universités en raison des restructurations économiques en général et de l'introduction des classements universitaires en particulier. En tant que chercheur reconnu et consultant auprès de l'OCDE, Marginson joue un rôle clé dans la circulation de l'information dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les motivations mises en avant lors de l'élaboration des classements. Ses pistes d'analyse sont disséminées à travers tous les schémas d'interprétation que nous avons explorés jusqu'ici. Nous nous intéresserons plus particulièrement à ses théories relatives à l'économie de la connaissance (ou, pour reprendre son expression, la *k-economy*) et sa connexion avec les classements universitaires internationaux (Marginson, 2008). Marginson

4. *K-economy* comme abbréviation de « *knowledge-based economy* » ou « économie de la connaissance » (NdT).

estime que les classements représentent des techniques créées pour assigner de la valeur aux biens et aux services dans ce qu'il appelle une nouvelle économie politique de la connaissance, fondée sur des transformations intervenues au niveau de la nature même de la production universitaire du savoir, qu'elle soit commerciale ou libre. Dans ce cadre, un nouveau système global de qualification des savoirs s'impose, qui permet de différencier et de qualifier les types de connaissance et d'orienter leurs flux.

Dès lors, pourquoi les classements se sont-ils imposés aujourd'hui, alors que les universités sont depuis très longtemps tributaires de leur réputation ? Marginson répond en rappelant que nous vivons dans une économie mondiale de la connaissance, qui se développe et se complexifie davantage à mesure que les biens et services dépendant de la recherche deviennent plus nombreux et plus significatifs. Selon lui, le savoir potentiellement disponible est souvent accaparé par certains groupes aux dépens d'autres, dans la mesure où « les moyens de production de connaissances s'agglomèrent de manière gravitationnelle dans certains centres névralgiques qui garantissent des conditions favorables à la création et la dissémination de connaissances et se voient ainsi conférer une position d'autorité au sein de la *k-economy* » (Marginson, 2008 : 7). Cependant, sa réflexion se concentre sur les systèmes de réputation eux-mêmes plutôt que sur les nouveaux acteurs impliqués, et la façon dont ces derniers doivent être pris en compte dans le cadre du processus de repositionnement de l'enseignement supérieur et de sa mutation en tant que partie constituante d'une économie plus vaste.

Tout comme Hazelkorn, Olds (2010 : 1) prend comme point de départ la question suivante : pourquoi se concentre-t-on tellement sur les usages réels et potentiels de la bibliométrie et des méthodologies de classements universitaires et si peu sur le réseau d'entreprises privées – tels qu'Elsevier, créateur de *Scopus*, Thomson Reuters, créateur de *ISI Web of Knowledge* ou Google, à l'origine de *Google Scholar* – qui s'avèrent les principaux promoteurs de la bibliométrie et des classements ? Il y a une nette dichotomie entre le volume de la recherche conduite sur la notion de bibliométrie et celle menée sur ces entreprises elles-mêmes, ainsi que sur le mode de création et de commercialisation des technologies bibliométriques. Ainsi, si l'on lance une recherche dans le *ISI Web of Knowledge* avec, comme mots-clés, les termes « Scopus », « Thomson Reuters », « *Web of Science* » et « bibliométrie », on obtient certes une liste interminable d'entrées consacrées aux comparaisons entre ces principales bases de données et les innovations qu'elles ont introduites, mais très peu de résultats sur Elsevier et Reuters, les entreprises à l'origine de ces dernières.

Olds soutient que ces entreprises – Elsevier et Thomas Reuters, mais aussi Quacquarelli Symonds et TSL Education – sont responsables de ce phénomène d'engouement pour les classements, tout en jouant un rôle comparativement très mineur au sein des débats violents suscités par la méthodologie

employée. Rappelons que les quatre systèmes de classement les plus éminents (*Shanghai Jiao Tong University's Academic Ranking of World Universities* (2003 -), *Times Higher Education/QS World University Rankings* (2004-2009), *Times Higher Education/Thomson Reuters World University Rankings* (2010-) et *QS World University Rankings* (2010 -) s'appuient tous sur les bases de données mises à disposition par Thomson Reuters et Elsevier.

Selon Olds, l'un des points les plus intéressants en ce qui concerne le rôle joué par ces entreprises est l'introduction d'une logique annuelle pour la publication des classements, alors même qu'il n'existe pas de raison particulière (et certainement aucune explication fournie) pour le choix de cet intervalle. Du point de vue de l'entreprise, une normalisation du cycle annuel peut sembler pertinente, comme mécanisme pour faciliter l'extraction des données nécessaires pour l'analyse, mises à disposition gratuitement par les universités. Ces données sont clairement utilisées en vue d'établir le classement mais nourrissent également le développement de services supplémentaires payants, mis à la disposition des universités, des organismes de subvention, des fondations ou des organisations internationales (telles que la Commission européenne, très intéressée par l'établissement de performances, et qui finance actuellement la mise en place d'un système européen de classement universitaire). Entre autres, QS Quacquarelli Symonds Ltd a proposé ses services sur son stand à la conférence NAFSA⁵ 2010 à Kansas City ; de son côté, Thomson Reuters est en train de développer le projet *Global Institutional Profiles*⁶. Celui-ci a été imaginé par Jonathon Adams, ancien chercheur à l'Université de Leeds, qui, au début des années 1990, a fondé sa propre entreprise (Evidence Ltd) pour tirer parti des marchés du *Research Assessment Excellence* (RAE) britannique et de l'Espace européen de la recherche, avant qu'elle soit rachetée par Thomson Reuters en janvier 2009. Enfin, des portails de recherche sophistiqués sont en voie de développement ; ces derniers permettront une transmission des données (au moins unilatérale) entre les services de gestion de milliers d'universités à travers le monde et les entreprises en charge des classements.

Les demandes de ces entreprises, en termes de volume de données, deviennent de plus en plus lourdes à porter pour les établissements. Par exemple, le modèle QS⁷ actuellement transmis aux universités à travers le monde contient quatorze catégories, dotées chacune de sous-catégories. En tout, plus de soixante champs de données sont à renseigner, dont dix sont nécessaires pour le classement QS d'octobre 2010. Une logique de dépendance s'instaure, puisque les choix opérés précédemment conditionnent la complexité des requêtes de données à venir. Un objectif clé des entreprises consisterait donc à utiliser les résultats des classements internationaux annuels pour mettre à jour des bases de données payantes et consolider l'expertise interne desdites entreprises.

5. *Association of International Educators* : Association des éducateurs internationaux (NdT).

6. Profil international des institutions (NdT).

7. Quacquarelli Symonds (NdT).

Ces exemples indiquent que des évolutions majeures sont en train de marquer le système d'économie politique tout entier, au sein duquel l'enseignement supérieur joue un rôle de plus en plus affirmé. Ces changements et les explications qui les sous-tendent exposent également des enjeux fondamentaux au niveau de la gouvernance de l'enseignement supérieur, de la relation entre connaissance et démocratie et sur les moyens de réguler ces phénomènes émergents.

Nous concluons sur trois observations clés à propos des classements universitaires, de la mondialisation de leur influence et de la nature du changement social et des principes de validation et de diffusion du savoir universitaire qui émergent des différents points soulevés dans cet article.

Premièrement, il est évident qu'un large éventail analytique est disponible pour élucider l'émergence, la signification et les effets des classements sur les universités en tant qu'institutions, sur la production universitaire de la connaissance ainsi que sur le secteur de l'enseignement supérieur lui-même. Certaines interprétations présentent les classements comme de puissants outils au service d'une plus grande responsabilisation ; d'autres les considèrent comme les symptômes de transformations plus vastes affectant le secteur de l'enseignement supérieur. À l'évidence, ces deux points de vue ne sont pas divergents mais bel et bien partiels. Ce qui fait défaut à une véritable vision d'ensemble, c'est une explication intégrant clairement les différents acteurs impliqués, ainsi que leurs visées respectives – sans cette perspective-là, il est difficile d'expliquer clairement les changements en cours, ainsi que leur motivations. En d'autres termes, il est nécessaire de focaliser l'analyse sur les acteurs du changement et non pas seulement sur les techniques employées.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'interaction entre les classements et les différents acteurs sociaux concernés, il apparaît qu'elle a généré une amplification de la vague, dont les effets ont été intégrés dans l'analyse des classements. On peut ainsi comparer ces derniers à l'échelle de Richter, qui permet à la fois de mesurer la magnitude d'un séisme et de prédire ses effets sur l'environnement. En d'autres termes, ce qui fait la visibilité et la force des classements, ce sont leurs défenseurs et leurs détracteurs, les réseaux qui les animent et les projets qui les ponctuent – cet ensemble de facteurs assure la viabilité des classements dans le temps et explique leur pouvoir de transformation au niveau des établissements d'enseignement supérieur.

Enfin, même si la métaphore de la vague développée par Walby (2003) est très précieuse pour modéliser la mutation sociale, elle gagnerait à être affinée grâce à une meilleure prise en compte des moyens invisibles mis en œuvre par les puissants acteurs présents dans le champ de l'enseignement supérieur, pour lesquels la production de savoirs nouveaux représente un enjeu économique considérable. Les vagues sont caractérisées à la fois par des mouvements

apparents et par de puissants courants sous-jacents, qui progressent dans des directions difficilement prévisibles. Analyser et expliquer ce phénomène revient à révéler ces courants, pour en faire un objet de débat public soumis à un jugement critique. On retrouve ici la signification première des notions de responsabilisation et de transparence.

BIBLIOGRAPHIE

DEZALAY Y., and GARTH B. (2002) : *The Internationalization of Palace Wars: Lawyers, Economists, and the Contest to Transform Latin American States*, Chicago: University of Chicago Press.

DILL D. and SOO M. (2005) : "Academic quality, league tables and public policy: a cross national analysis of university ranking systems", *Higher Education*, 49, p. 495-533.

HAZELKORN (2009) : "Rankings and the battle for world class excellence: institutional strategies and policy choices", *Higher Education Management and Policy*, 21(1), p. 1-22.

HOOD C. (1991) : "A Public Management for all seasons?", *Public Administration*, 69, Spring, p. 3-19.

MARGINSON S. (2008) : "A funny thing happened on the way to the k-economy – the new world order in higher education: research rankings, outcomes measures and institutional classifications", article présenté lors de la conférence générale de l'IMHE, OCDE, Paris.

OLDS K. (2010) : "Bibliometrics, global rankings, and transparency" *GlobalHigherEd*, 23 June, <http://globalhighered.wordpress.com/2010/06/23/bibliometrics-global-rankings-and-transparency/> (consulté le 23 juillet 2010).

OLDS K. and THRIFT N. (2005) : "Cultures on the brink: reengineering the soul of capitalism – on a global scale", in A. Ong and S. Collier (ed.) *Global Assemblages: Technology, Politics and Ethics as Anthropological Problems*, Oxford: Blackwell, p. 270-290.

SALMI J and SAROYAN A (2007) : "League tables as policy instruments: uses and misuse", *Higher Education Management and Policy*, 19 (2), p. 31-68.

SALMI J. and BASSETT R-M, (2009) : 'Rankings 09: measures matter', *Times Higher Education*, 8 octobre, <http://www.timeshighereducation.co.uk/story.asp?storycode=408566>, (consulté le 23 juillet 2010).

STEINER-KHAMSI G. (2006) : "The economics of policy borrowing and lending: a study of late adopters", *Oxford Review of Education*, 32(5), p. 665-678.

USHER A. and SAVINO M. (2006) : *A World of Difference: A Global Survey of University League Tables*, Education Policy Institute, Canadian Education Report Series, janvier 2006.

USHER A. and SAVINO M. (2007) : "A global survey of university ranking and league tables", *Higher Education in Europe*, 32(1), p. 5-15.

WALBY S. (2003) : « Modernities/globalisation/complexities », article présenté à la conférence de la *British Sociological Association*, University of York, janvier 2003.

WALBY S. (2009) : *Globalization and Inequalities: Complexity and Contested Modernities*, London: Sage.